



Société anonyme au capital de 31.106.715,00 €  
Siège social : 5 rue Jean Monnet – 94130 NOGENT SUR MARNE  
957 504 608 R.C.S. Créteil

## Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2025

### I. – Rapport d'activité semestriel

Les comptes consolidés de Bourrelier Group sont établis sur un périmètre comprenant quatre secteurs d'activités :

- Distribution : exploitation de grandes surfaces de bricolage au Benelux,
- Industrie : Mavic Group, équipementier dans le domaine du cycle,
- Hôtellerie : exploitation d'hôtels existants, développement de projets hôteliers,
- Investissements : perception de loyers commerciaux, prestations de services et investissements.

#### Distribution

L'activité du 1er semestre 2025 affiche un chiffre d'affaires de 126,1 M€ en progression de +2,3 M€, soit une progression de 2% par rapport au 1er semestre 2024.

Bien que l'année ait démarré difficilement dans les deux pays, avec une météo peu favorable pour les familles de produits liées au jardin, le deuxième trimestre a permis de créer une tendance positive du chiffre d'affaires aux Pays-Bas, malgré la fermeture du magasin Karwei de Groningen en septembre 2024. En Belgique, la situation est plus compliquée, avec un marché du bricolage sous tension, mais notre chiffre d'affaires est en progression par rapport à 2024, grâce à la reprise du magasin Gamma Tienen en fin d'année dernière.

A la date de la présente publication, Bourrelier Group exploite 37 magasins sous enseigne Gamma en Belgique, 23 magasins sous enseigne Karwei et 8 magasins sous enseigne Gamma aux Pays-Bas.

#### Industrie

Le marché du vélo neuf continue de subir une correction liée aux stocks constitués les années précédentes. Le marché du Mountain Bike demeure le plus affecté. Par conséquent l'activité de Mavic est pleinement impactée alors même que le commerce des détaillants reprend de l'activité en France et en Europe centrale. Le chiffre d'affaires s'établit à 19,0M€ en retrait de -4,4 M€ par rapport à 2024.

En dépit de ce contexte sectoriel difficile, la tendance à long terme et les perspectives de croissance restent favorables compte-tenu de l'expansion de la pratique du vélo depuis 2019.

#### Hôtellerie

Le chiffre d'affaires de l'activité Hôtellerie s'établit à 3,9 M€, en nette progression de +0,5 M€ par rapport à 2024.

Au cours du 1er semestre, l'hôtellerie parisienne dans son ensemble a constaté une baisse du prix moyen des chambres vendues (- 8% en moyenne), cependant une politique active de gestion du yield management a permis de compenser cette faiblesse, en faisant sensiblement progresser le taux d'occupation moyen de nos hôtels, pour atteindre 85,2%, un taux nettement supérieur à l'an dernier (+11 points).

Grâce aux investissements réalisés, les activités hors hébergement s'inscrivent toutes en hausse (+51% vs 2024) et permettent de compenser une part importante de la baisse du Revpar.

#### Investissements

Le chiffre d'affaires, composé principalement de la perception de loyers de locaux commerciaux, s'établit à 3,2 M€, en progression de +1,3 M€ par rapport à 2024 compte-tenu de l'effet « année pleine » l'acquisition du parc d'immobilier commercial Torcy/Bay 3 réalisée en juin 2024.

## II. – Profil du groupe

Nombre de magasins	Au 30/06/2025	Au 30/06/2024
Pays-Bas	31	32
Belgique	37	36
<b>Total Benelux</b>	<b>68</b>	<b>68</b>

Le groupe dispose également de filiales, via Mavic Group, dans les six pays suivants : Allemagne, Espagne, Etats-Unis, Italie, Japon et Royaume-Uni.

## III. – Perspectives / principaux risques / incertitudes / saisonnalités/ faits marquants

### Distribution :

Depuis l'opération majeure réalisée par notre franchiseur Intergamma pour transformer l'organisation de franchise en une organisation mixte de franchisés et de magasins intégrés, il existe toujours deux groupes de franchisés-actionnaires :

- ceux ayant accepté et participé à la nouvelle organisation qui détient les magasins propres et intégrés ainsi qu'à son financement ;
- ceux (dont nous faisons partie) n'ayant pas accepté ce choix stratégique et n'ayant donc pas participé.

N'étant plus actionnaire et franchisé des mêmes structures, Bourrelier Group est confronté à la nécessité de devoir s'assurer que ses intérêts seront toujours pris en compte dans le futur, que ses prérogatives contractuelles et d'actionnaire minoritaire seront bien respectées et que le groupe de franchisés-actionnaires participant ne sera pas privilégié par rapport à celui des non-participants. Par ailleurs, Bourrelier Group souhaite également s'assurer que les magasins en franchise seront traités de manière équitable et égale aux 174 magasins exploités en propre par le franchiseur.

C'est dans ce contexte que Bourrelier Group, après avoir découvert des anomalies et des manquements du franchiseur aux contrats de franchise en cours, a été contraint de demander des comptes et plus de transparence à son franchiseur et d'entamer diverses procédures.

L'historique des litiges a été décrit en détail dans le rapport annuel 2023 (p. 33 et suivantes).

Diverses procédures sont encore en cours dans le cadre des relations contractuelles entre les entités d'exploitation de Bourrelier Group en Belgique et aux Pays-Bas, et son franchiseur Intergamma.

Ces procédures visent à faire constater les manquements contractuels du franchiseur et, sur cette base, à réclamer l'indemnisation en faveur des magasins exploités en franchise par Bourrelier Group de tous les montants indûment retenus par le franchiseur depuis de nombreuses années.

Deux sentences arbitrales ont été rendues en faveur de Bourrelier Group le 27 octobre 2021, condamnant Intergamma à payer aux filiales de Bourrelier Group la somme totale de 3 210 470 euros, en principal, outre des intérêts de retard au taux légal à compter du 14 mai 2018, ainsi qu'un montant total de 1 209 526 euros au titre de remboursement d'honoraires, frais et débours supportés dans le cadre de ces deux procédures jointes devant le tribunal arbitral.

Le 14 février 2022, Intergamma a introduit une procédure devant la Cour de Arnhem-Leeuwarden, qui visait à obtenir la révocation, en vertu de l'article 1068(1)(a) du code néerlandais de procédure civile, des deux sentences arbitrales rendues le 27 octobre 2021. Une telle procédure est tout à fait exceptionnelle dans le cadre d'un recours à l'arbitrage, qui est expressément prévu dans les contrats de franchise avec Intergamma et qui devait normalement permettre aux parties de pouvoir trancher définitivement leur litige contractuel une fois les sentences arbitrales rendues pour les deux magasins.

Par un arrêt du 7 mai 2024, la Cour d'Arnhem-Leeuwarden a déclaré la demande d'Intergamma recevable mais seulement partiellement fondée, estimant qu'Intergamma avait pu démontrer que Bourrelier Group disposait d'une information financière, et aurait omis d'en informer le Tribunal arbitral qui avait rendu les sentences en sa faveur en octobre 2021.

La Cour n'a toutefois pas révoqué les sentences, mais renvoyé la cause au premier Tribunal Arbitral afin de se prononcer sur la question de savoir si, au vu de ce complément d'information, le Tribunal Arbitral aurait le cas échéant prononcé une autre sentence, en tout ou en partie.

Par ailleurs, Intergamma a toujours refusé d'accepter et d'appliquer ces sentences à tous les autres magasins de bricolage exploités en franchise par Bourrelier Group. Pour cette raison, Bourrelier Group avait introduit le 13 avril 2022 une seconde série de procédures d'arbitrage, également soumises aux règles du N.A.I. (centre d'arbitrage de Rotterdam), et qui visent à obtenir, pour tous les 75 autres magasins exploités par Bourrelier Group sous les enseignes GAMMA et KARWEI en Belgique et aux Pays-Bas depuis 2010, une indemnisation similaire à celle obtenue pour les deux magasins en octobre 2021. Ces demandes d'indemnisation sont en effet fondées sur des dispositions contractuelles identiques à celles jugées, et Bourrelier Group estime pouvoir dans ce contexte se fonder sur les sentences intervenues ayant force de chose jugée. A la suite du renvoi auprès du premier Tribunal Arbitral, ces nouvelles procédures d'arbitrages devant le second Tribunal Arbitral ont été suspendues.

Les parties au litige se retrouvent donc depuis le 7 mai 2024 à nouveau devant le premier Tribunal Arbitral qui doit examiner la question soulevée par la Cour et devra donc trancher dans quelle mesure et sur quels points les sentences arbitrales rendues auraient effectivement été différentes au regard des éléments invoqués par Intergamma.

Bourrelier Group n'est pas en mesure de se prononcer sur la durée des procédures en cours ni sur leur impact financier probable sur les comptes de la Société. Le renvoi au premier Tribunal Arbitral n'engendre en soi, selon Bourrelier Group, aucun impact financier sur les comptes de la société.

Bourrelier Group regrette vivement ces divers rebondissements judiciaires, et de devoir investir chaque année tant d'énergie et de moyens dans ces litiges, estimant que les deux sentences prononcées le 27 octobre 2021 avaient force de chose jugée pour tous les magasins exploités par Bourrelier Group sous franchise et devaient permettre une résolution définitive du litige.

Malgré l'intensification des litiges et divers points de désaccord, nous nous efforçons de poursuivre nos efforts de collaboration sur les plan stratégique et opérationnel, afin que l'exploitation des magasins ne soit pas perturbée sur le terrain. Nous sommes persuadés qu'il est dans notre intérêt commun de collaborer au mieux afin de pouvoir développer les enseignes GAMMA et KARWEI et nos magasins, ceci d'autant plus dans le contexte économique actuel.

Nous avons également participé à divers groupes de travail mis en place conjointement par l'association des franchisés et le franchiseur au second semestre 2023 afin de discuter et négocier les nouvelles conditions commerciales et financières pour les formules GAMMA et KARWEI à l'avenir. Ce processus avait ensuite été interrompu. Lors de son assemblée générale en mai 2025, l'association des franchisés a décidé, à l'unanimité et avec le soutien de Bourrelier Group, de relancer des échanges avec le franchiseur selon un plan d'action commun, ceci dans le but de valoir conjointement les intérêts alignés des franchisés et de faire aboutir de nouvelles conditions et modalités de collaboration pour l'avenir. Un tel aboutissement devrait permettre plus aisément de trouver une solution transactionnelle aux litiges en cours. Un représentant de Bourrelier Group participera à ces échanges aux côtés du conseil d'administration de l'association.

A ce stade, Bourrelier Group n'est pas en mesure de préciser quelle sera l'issue de ces échanges ni des diverses procédures en cours, ni quel en sera le timing ou encore l'impact financier sur le groupe.

Bourrelier Group poursuit par ailleurs la démarche d'amélioration du parc de magasins. Le magasin Gamma de Kuurne (Belgique) a été totalement reconstruit et accueille ses clients dans un bâtiment neuf de 2.000m<sup>2</sup> depuis juin 2025. D'autres projets de rénovation partielle ou totale sont à l'étude. A titre d'exemple, les magasins Gamma d'Herentals et de Bruges (Belgique) seront déplacés dans des bâtiments neufs leur permettant ainsi de quasiment doubler leur taille respective. Le groupe reste convaincu que pour assurer la pérennité de cette activité sur le long terme, il est nécessaire de faire évoluer le parc de magasins avec des rénovations commerciales, des rénovations plus ou moins importantes de bâtiments, parfois des fermetures lorsque cela s'avère être la seule solution, mais aussi des ouvertures de nouveaux magasins afin d'assurer la progression du chiffre d'affaires et la rentabilité nécessaire aux investissements futurs. C'est dans cette démarche que le groupe a pris la décision de fermer le magasin Gamma de Marcinelle (Belgique) fin 2025 mais ouvrira un nouveau magasin Gamma à Mol (Belgique) début 2026.

Le siège social d'Anvers a également été transféré dans des nouveaux bureaux permettant ainsi d'offrir un environnement de travail plus moderne et plus agréable pour nos collaborateurs.

### **Industrie :**

Cinq ans après sa reprise par Bourrelier Group, MAVIC poursuit sa transformation, qui s'avère plus compliquée que prévu. A la suite de deux années exceptionnelles sur un secteur en pleine croissance (effet post-Covid), la société souffre aujourd'hui des mêmes vents contraires difficiles que le reste de l'industrie du cycle, avec des chutes jusqu'à deux chiffres des ventes et des bénéfices.

Après un très bon début d'année 2022, le contexte géopolitique combiné à la fois à des pressions inflationnistes et à des problèmes persistants de l'approvisionnement de certains composants aux constructeurs de cycles, a provoqué un ralentissement général du marché qui perdure encore aujourd'hui. Alors qu'une tendance positive du marché était attendue à partir du 1er trimestre 2024, il n'en fut rien et nous n'entrevoyons pas d'amélioration dans l'année à venir. Les niveaux de stocks restent très élevés chez les différents opérateurs, qu'ils soient assembleurs, détaillants ou *e-tailers*.

Si nous restons persuadés de la valeur de la marque MAVIC au niveau mondial, et de sa capacité à profiter complètement de la future reprise, nous continuons de rester vigilants et de prendre les mesures nécessaires pour nous adapter au marché et atteindre le retour à l'équilibre le plus rapidement possible.

Compte-tenu de pertes, du niveau de capitaux propres et des besoins de trésorerie complémentaires au regard des perspectives à court-terme, le groupe a réaffirmé dans un courrier du 10 juin 2025 à MAVIC « *son soutien financier nécessaire au maintien de son activité en lui permettant de faire face à l'ensemble de ses engagements dans un délai de douze mois* ».

Compte-tenu de cette situation de marché et des perspectives de reprise incertaines avant 2026, le groupe a décidé de mettre en place, le 7 octobre 2024, un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) qui inclut la fermeture de l'un de ses sites industriels à Saint-Trivier-en-Moignans. Ce PSE a trois objectifs principaux : i) optimiser la structure industrielle pour mieux répondre aux conditions actuelles du marché, ii) dimensionner l'organisation pour les défis futurs et iii) revenir à l'équilibre financier après plusieurs années de pertes.

Le PSE a fait l'objet d'un accord des syndicats, d'un avis favorable du CSE le 10 décembre et a été homologué par la DREETS le 20 décembre et les premiers licenciements ont eu lieu à partir de février 2025.

### **Hôtellerie :**

Chaque hôtel dispose aujourd'hui d'une équipe de gestion complète, chaque hôtel étant animé par un directeur d'hôtel sur chaque site. Les équipes mettent tout en place pour assurer un accueil professionnel et bienveillant. L'objectif du groupe est de garder l'esprit de boutique hôtels où le voyageur est reçu dans des lieux authentiques, avec simplicité et des prestations de qualité qui déclinent l'art de vivre à la française. Les deux hôtels ont en outre obtenu le label Clef Verte début 2024, preuve de l'engagement des équipes dans le respect de l'environnement et des personnes, avec la volonté d'offrir un cadre de vie et de travail sain, écologique et responsable.

Le groupe a signé le 15 octobre 2025 une promesse synallagmatique pour l'acquisition d'un troisième hôtel situé à Paris. Le processus devrait être finalisé début décembre 2025.

### **Investissements :**

Bourrelier Group continue activement ses recherches d'investissements, soit pour renforcer ses activités existantes, soit pour constituer un portefeuille d'activités minoritaires et majoritaires. Les conditions économiques et financières des dossiers étudiés étant insuffisantes, elles n'ont pour l'instant pas permis d'aboutir à des prises de participation majeures et majoritaires au cours du premier semestre.

Une mise en œuvre d'investissements via BG Investissements et Participations, qui totalise 5,8 M€ sur le premier semestre :

- FCP à hauteur de 1,8 M€,
- Prises de participation (minoritaires ou assimilées) pour 4,0 M€.

### **Suivi du litige Bourrelier Group SA, Jean-Claude Bourrelier et consorts c/ JG Capital Management**

Le litige évoqué les années précédentes et relatif à trois assignations de la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bourrelier Group SA, contre la famille Bourrelier a fait l'objet d'un arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris le 2 juin 2022, arrêt pris sur déféré de l'ordonnance du 18 novembre 2021.

Le 9 décembre 2022, JG Capital Management avait porté à la connaissance du Conseiller de la mise en état un arrêt récent de la chambre commerciale de la Cour de cassation en matière d'action *ut singuli*, qui rend nécessaire la désignation d'un mandataire ad hoc pour représenter Bourrelier Group. Par ordonnance du 25 mai 2023, le Conseiller de la mise en état a désigné en qualité de mandataire ad hoc la SCP Abitbol et Rousselet prise en la personne de Me Rousselet, administrateur judiciaire, pour représenter Bourrelier Group à l'instance. Par requête du 8 juin 2023, Bourrelier Group, représentée par M. Jean-Claude Bourrelier, a formé un déféré-nullité à l'encontre de l'ordonnance du 25 mai 2023. L'audience en formation collégiale pour examiner ce déféré-nullité s'est tenue le 1<sup>er</sup> février 2024. Le 25 avril 2024, la Cour a rendu un arrêt rejetant la demande de nullité de l'ordonnance du conseiller de la mise en état. L'affaire a été examinée sur le fond lors de l'audience devant la Cour d'appel de Paris le 11 septembre 2025, la décision est attendue pour le 6 novembre 2025.

Bourrelier Group rappelle qu'elle considère la campagne judiciaire menée par JG Capital Management à compter de son entrée au capital, il y a plus de 15 ans, comme totalement infondée et abusive, ainsi qu'elle entend le faire prévaloir dans le cadre de la décision au fond de la Cour.

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux identifiés dans le chapitre 4 du rapport de gestion de l'exercice 2024.

### **Principales transactions avec les parties liées**

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées en note annexe 17 aux comptes consolidés semestriels.

#### IV. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2025

En milliers d'euros	Note	30 juin 2025	30 juin 2024 - Proforma	30 juin 2024
Chiffre d'affaires		151 539	152 318	152 318
Autres produits de l'activité		1 250	651	651
Achats consommés		(93 761)	(94 281)	(94 281)
Charges de personnel		(24 980)	(25 796)	(25 796)
Charges externes		(16 347)	(19 261)	(19 261)
Impôts et taxes		(1 653)	(1 470)	(1 470)
Dotations aux amortissements		(13 222)	(13 058)	(13 058)
Dotations aux provisions		1 615	(236)	(236)
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		1 659	(225)	(225)
Autres produits et charges d'exploitation	10	(231)	132	132
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>5 866</b>	<b>(1 226)</b>	<b>(1 226)</b>
Autres produits et charges opérationnels	11	202	(982)	(982)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>6 068</b>	<b>(2 208)</b>	<b>(2 208)</b>
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie		451	673	4 966
Coût de l'endettement financier brut		(728)	(1 116)	(1 116)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>(277)</b>	<b>(443)</b>	<b>3 851</b>
Autres produits et charges financiers		5 016	6 551	2 257
<b>Résultat financier</b>		<b>4 739</b>	<b>6 108</b>	<b>6 108</b>
Charge d'impôt	12	(4 029)	(2 966)	(2 966)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		71	69	69
<b>Résultat net</b>		<b>6 849</b>	<b>1 002</b>	<b>1 002</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>6 851</b>	<b>998</b>	<b>998</b>
<b>Résultat (minoritaires)</b>		<b>(2)</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

Comptes *proforma* 2024 : nous avons identifié une erreur de présentation sur le compte de résultat semestriel 2024 que nous présentons dans cette colonne *proforma* conformément à la norme IAS8. En effet, des produits financiers de placements moyen et long terme étaient comptabilisés dans la rubrique « Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie » en lieu et place de la rubrique « Autres produits et charges financiers ». Nous avons donc corrigé la classification de ces produits à hauteur de 4,3 M€ en 2024. La rubrique « Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie » intègre exclusivement les produits financiers de placements court-terme, ayant une liquidité quasi-immédiate, ou encore soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

#### V. – Autres éléments du Résultat global (retraitements des éléments passés en capitaux propres)

Cet état est présenté en suivant les dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter dans un tableau séparé les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres et nommés « Autres éléments du Résultat global ».

En milliers d'euros	Note	30 juin 2025	30 juin 2024
<b>Résultat net</b>		<b>6 849</b>	<b>1 002</b>
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>		<b>180</b>	<b>(214)</b>
Gains et pertes actuariels des régimes à prestations définies			50
Variation écart de conversion		180	(264)
<b>Résultat global part du groupe</b>		<b>7 029</b>	<b>789</b>
<b>Part des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>2</b>	<b>(4)</b>
<b>Résultat global groupe</b>		<b>7 026</b>	<b>793</b>
<b>Résultat global par action</b>		<b>1,13 €</b>	<b>0,13 €</b>

## VI. – Etat de situation financière consolidé au 30 juin 2025

En milliers d'euros	Note	31 décembre 2024	30 juin 2025
<b>Actif</b>			
Ecart d'acquisition	3	44 020	44 020
Immobilisations incorporelles	3	2 114	1 768
Immobilisations corporelles	3	108 192	106 479
Droits d'utilisation	3	92 102	83 655
Participations entreprises associées		1 598	1 529
Autres actifs financiers non courants		52 583	57 710
Actifs d'impôts différés		373	388
Autres actifs non courants		1	45
<b>Total actif non courant</b>		<b>300 982</b>	<b>295 595</b>
Stocks et en-cours	4	83 052	86 816
Clients et comptes rattachés	5	6 006	5 045
Autres actifs courants	5	18 362	13 323
Actifs d'impôts courants		3 072	2 542
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat	6	156 364	152 691
Trésorerie ou équivalents de trésorerie	6	19 784	14 517
<b>Total actif courant</b>		<b>286 641</b>	<b>274 934</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>587 623</b>	<b>570 529</b>

En milliers d'euros	Note	31 décembre 2024	30 juin 2025
<b>Passif</b>			
Capital émis		31 107	31 107
Réserves		323 955	320 946
Résultat de l'exercice part du groupe		(3 107)	6 850
<b>Capitaux propres, part du groupe</b>		<b>351 955</b>	<b>358 904</b>
Intérêts minoritaires		73	70
<b>Total capitaux propres</b>		<b>352 027</b>	<b>358 974</b>
Emprunts et dettes financières à long terme	6	57 293	56 879
Dettes locatives à long terme	6	80 679	80 397
Impôts différés passifs		6 426	6 420
Provisions long terme	8	11 111	9 955
Autres passifs non courants		-	27
<b>Total passif non courant</b>		<b>155 509</b>	<b>153 677</b>
Provisions courantes		(0)	95
Fournisseurs et comptes rattachés	9	37 353	32 170
Emprunts à court terme	6	32	2 338
Partie courante des emprunts et dettes financières à court terme	6	9 196	5 903
Dettes locatives à court terme	6	16 864	8 844
Passif d'impôt courant	9	1 555	1 339
Autres passifs courants	9	15 086	7 188
<b>Total passif courant</b>		<b>80 087</b>	<b>57 878</b>
<b>Total du passif</b>		<b>587 623</b>	<b>570 529</b>

## VII. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2025

En milliers d'euros	Capital social	Primes liées au capital	Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres	Réserves et résultat	Capitaux propres - Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>	<b>31 107</b>	<b>16 142</b>	<b>(164)</b>	<b>322 207</b>	<b>369 292</b>	<b>4 740</b>	<b>374 031</b>
Correction des à-nouveaux				956	956	(5)	951
Résultat de l'exercice				(3 107)	(3 107)	-	(3 107)
Autres éléments du résultat global				192	192		192
Variation des écarts de conversion				(205)	(205)		(205)
Distribution de dividendes				(19 922)	(19 922)		(19 922)
Variation de périmètre				4 662	4 662	(4 662)	-
Autres variations				86	86		86
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>	<b>31 107</b>	<b>16 142</b>	<b>(164)</b>	<b>304 870</b>	<b>351 955</b>	<b>72</b>	<b>352 027</b>
Résultat de l'exercice				6 851	6 851	(2)	6 849
Variation des écarts de conversion				180	180		180
Autres éléments du résultat global					-		-
Variation de périmètre							
Autres variations				(80)	(80)		(80)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2025</b>	<b>31 107</b>	<b>16 142</b>	<b>(164)</b>	<b>311 821</b>	<b>358 906</b>	<b>70</b>	<b>358 976</b>

## VIII. Tableau consolidé des flux de trésorerie

En milliers d'euros	30 juin 2025	30 juin 2024	31 décembre 2024
<b>Résultat net total des entités consolidées</b>	<b>6 848</b>	<b>1 003</b>	<b>(3 107)</b>
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE	(71)	(68)	(140)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	1 598	112	139
Dotations / Reprises aux amortissements, provisions et dépréciations	10 335	13 096	36 115
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux variations de juste valeur	-	(1 177)	(3 370)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	-	-	-
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>18 709</b>	<b>12 966</b>	<b>29 636</b>
Coût de l'endettement	1 095	(4 826)	(1 714)
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	4 029	2 966	5 977
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>23 834</b>	<b>11 106</b>	<b>33 899</b>
Variation de l'impôt payé	(3 738)	(2 869)	(4 777)
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(3 472)	1 995	(2 379)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)</b>	<b>16 623</b>	<b>10 232</b>	<b>26 743</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 860)	(22 755)	(29 065)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 008	(87)	(53)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	(5 812)	(3 367)	(9 089)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	49	-	1
Incidence des variations de périmètre	-	(7 730)	(7 730)
Autres investissements	-	(9)	(69)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)</b>	<b>(7 615)</b>	<b>(33 948)</b>	<b>(46 005)</b>
Augmentations / réductions de capital	0	-	-
Dividendes reçus/versés de la société mère	0	-	(19 922)
Dividendes versés des filiales	-	-	-
Dividendes reçus des mises en équivalence	140	-	-
Émissions d'emprunts	198	19 576	27 443
Remboursements d'emprunts	(12 250)	(12 184)	(24 959)
Variation des intérêts payés	(1 122)	6 003	5 084
Cessions (acquisitions) nettes d'actions propres	-	-	-
Autres éléments relatifs aux opérations de financement	0	-	-
Produits de placement	-	-	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)</b>	<b>(13 034)</b>	<b>13 395</b>	<b>(12 354)</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D+E+F)</b>	<b>(4 026)</b>	<b>(10 408)</b>	<b>(31 616)</b>



## IX. Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du rapport financier

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Jean-Claude BOURRELIER  
Président Directeur Général



Benoît DUPONT  
Directeur Administratif et Financier

## X. Annexes aux comptes semestriels consolidés

### Note 1. – Informations générales

Société anonyme au capital de 31.106.715,00 €  
Siège social : 5 rue Jean Monnet 94130 NOGENT SUR MARNE  
957 504 608 R.C.S. Créteil

Bourrelier Group et ses filiales exploitent au Benelux un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes, Gamma et Karwei, en France l'activité Mavic, équipementier pour cycles, l'hôtellerie avec les hôtels Lord Byron Paris-Champs-Élysées et Mayflower Paris-Opéra et la perception de loyers de locaux commerciaux.

Bourrelier Group est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France.

Son siège social est situé au 5 rue Jean Monnet - 94130 Nogent-sur-Marne.

La société est cotée sur le marché *Euronext Growth Paris* sous le numéro FR 0000054421 depuis le 26 juillet 2011.

Ces états financiers consolidés semestriels ont été arrêtés le 29 octobre 2025 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

### Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

#### Note 2.1 : Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe Bourrelier Group ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2025, sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2024.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.



Les principales estimations et hypothèses portent sur :

- le calcul des provisions pour dépréciation des stocks ;
- le calcul des engagements de départ à la retraite ;
- les hypothèses d'évolution de l'activité au niveau du Business Plan et les tests d'impairment sur les goodwill.

Les filiales de Bourrelier Group appartiennent toutes à la zone euro (€), à l'exception des filiales Mavic Japan Inc. (au Japon), Mavic Cycling Ltd (au Royaume-Uni) et Mavic Group Inc. (aux Etats-Unis).

Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS publiés mais non encore applicables ou non appliqués de manière anticipée par le Groupe :

- Amendements d'IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »
- Intérêts à long terme dans les entreprises associées et co-entreprises.

Une erreur de présentation a été identifiée concernant la classification différenciée dans le compte de résultat des « Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie » et « Autres produits et charges financiers ». Les données corrigées de l'exercice 2024 sont présentées dans une colonne *proforma* conformément à la norme IAS8. En effet, des produits financiers de placements moyen et long terme étaient comptabilisés dans la rubrique « Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie » en lieu et place de la rubrique « Autres produits et charges financiers ». Nous avons donc corrigé la classification de ces produits à hauteur de 4,3 M€ en 2024. La rubrique « Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie » intègre exclusivement les produits financiers de placements court-terme, ayant une liquidité quasi-immédiate, ou encore soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

## **Note 2.2 : Périmètre et méthodes de consolidation**

### **2.2.1. Périmètre**

Les états financiers consolidés de Bourrelier Group comprennent les comptes de Bourrelier Group SA et de toutes les filiales dans lesquelles Bourrelier Group SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 15.

Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 30 juin 2025.

### **2.2.2. Méthode de consolidation**

Les sociétés dans lesquelles Bourrelier Group exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. La SCI du Rond-Point 12 est consolidée par mise en équivalence. Le groupe n'exerce en effet, aucun contrôle sur son fonctionnement, n'ayant pas de mandat et ne faisant pas partie de la Direction.

### **2.2.3. Information sectorielle**

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La norme IFRS 8 conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. En application de cette norme, le groupe a retenu 4 secteurs à présenter et donne pour chacun d'eux les principaux agrégats financiers utilisés par la Direction pour piloter le groupe. L'application de cette norme n'a pas d'effet sur le résultat ni sur la situation financière du groupe.

Les quatre secteurs retenus par le Groupe sont les suivants :

- Distribution : exploitation de grandes surfaces de bricolage au Benelux,
- Industrie : Mavic Group, équipementier dans le domaine du cycle,
- Hôtellerie : exploitation d'hôtels existants, développement de projets hôteliers,
- Investissements : perception de loyers commerciaux, prestations de services et investissements.

### **2.2.4. Transactions internes**

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminées.

## 2.2.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les pertes et les profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

## Note 2.3 : Postes du bilan

### 2.3.1. Immobilisations incorporelles

#### - Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur ainsi qu'à chaque clôture annuelle. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le Groupe aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce.

#### - Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

### 2.3.2. Immobilisations corporelles

#### - Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement tels que définies par la norme IFRS 16 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

#### - Amortissement

Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leur durée d'utilité effective.

Composants constructions	20 ans (magasins) et 50 ans (hôtels et usines)
Composants	10 ans (magasins) et 30 ans (hôtels et usines)
Agencements et aménagements .....	entre 10 et 15 ans
Installations techniques .....	entre 7 et 10 ans
Matériels et outillages .....	entre 5 et 7 ans
Matériels de transport .....	4 ans
Matériels et mobiliers de bureau.....	entre 3 et 5 ans

### 2.3.3. Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres significatifs est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives.

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre de baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

#### 2.3.4. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et sur une ligne du compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

#### 2.3.5. Dépréciation des actifs

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation. Ce test est réalisé lors de la clôture annuelle.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute ce qui constitue un indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes : les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du Groupe correspondant aux segments d'activité du groupe (Distribution, Industrie et Hôtellerie).

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des *free cash flows*, basée sur le plan d'affaires de la Direction. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie.

La Direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Le taux d'actualisation est déterminé à partir du taux d'un placement sans risque, sur la base d'un taux déterminé par un bureau d'analyse financière indépendant qui correspond à une combinaison de taux observés sur différentes devises européennes et/ou des écarts de spreads souverains. Ce taux intègre donc une prime de taille. A ce taux sans risque est rajoutée une prime de marché et de risque pays.

#### 2.3.6. Stocks et créances

##### 2.3.6.1. Stocks

###### Distribution :

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte ainsi que des coûts accessoires d'achats. Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation. Les décotes sur stocks sont calculées sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire et en fonction d'une analyse macro-économique des ventes réalisées.

#### Industrie :

Les stocks correspondent à des matières premières et des approvisionnements ainsi que des produits fabriqués.

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires (douane, transport).

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de revient de production comprenant les consommations, une quote-part de charges directes et indirectes de production et les dotations aux amortissements des biens concourant à la production, les coûts de sous-activité étant exclus.

Les dépréciations nécessaires sont constituées sur les stocks présentant un risque d'obsolescence apprécié notamment selon l'année de la collection du produit concerné.

#### 2.3.6.2. Créances

Les créances sur clients en compte du segment Distribution : il s'agit de quelques clients qui ne paient pas en caisse au comptant mais à échéance. Ces créances clients concernent soit des Administrations (par définition sans risque), soit des artisans ou commerçants.

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale et une provision spécifique est constituée pour les créances identifiées comme étant douteuses.

Dépréciation des créances échues : au regard de notre activité (paiement essentiellement comptant) le risque d'impayé est relativement faible sur nos encaissements.

Dans le cadre particulier du secteur Industrie, Mavic Group réalise son chiffre d'affaires via un réseau de revendeurs et de distributeurs professionnels. Les paiements se font généralement à 60 jours date de facture. Une dépréciation sur créances est pratiquée dès l'apparition d'un risque probable de non-recouvrement : dès lors qu'un risque est clairement identifié, la perte de valeur s'apprécie au cas par cas.

#### 2.3.7. Actifs et passifs financiers

##### 2.3.7.1. Actifs financiers

En application de la norme IFRS 9, les actifs financiers sont classés suivant l'une des quatre catégories suivantes

- Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les actifs disponibles à la vente.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif. Dans les comptes semestriels présentés, les actifs financiers sont classifiés dans les catégories suivantes :

##### a - Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

- Il s'agit d'actifs financiers détenus par le Groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés dans cette catégorie.
- Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.
- Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPCVM de trésorerie.

##### b - Les prêts et créances

- Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.
- Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.
- Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.
- Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales.

##### c - Les actifs détenus jusqu'à échéance

- Les actifs détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers, autres que les prêts et les créances, ayant une échéance fixée, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, et que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.
- Les actifs détenus jusqu'à échéance sont présentés en actifs financiers.

#### d- Les actifs disponibles à la vente

- Les actifs financiers disponibles à la vente sont les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou ne sont pas classés comme :
  - des prêts et des créances ;
  - des placements détenus jusqu'à leur échéance ;
  - des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

#### 2.3.7.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des dettes locatives.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. La prise en compte de ce taux d'intérêts effectif n'est appliquée qu'après réalisation de tests sur tous les nouveaux contrats d'emprunts et uniquement si les impacts sur les comptes consolidés sont significatifs.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

#### 2.3.7.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

Au 30 juin 2025, il n'y a pas d'instruments de couverture dans les comptes présentés.

#### 2.3.8. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

#### 2.3.9. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

#### 2.3.10. Avantages du personnel

Le Groupe comptabilise en provisions les avantages du personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France (segments Investissements, Industrie, Hôtellerie) et les couvertures d'assurance retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par un actuaire indépendant. La méthode d'actualisation retenue, identique

pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale).

La société impute en capitaux propres les écarts actuariels non reconnus.

#### 2.3.11. Capital

- Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu  
Point non applicable au groupe : pas de stock option.

- Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

#### 2.3.12. Impôts sur les résultats

Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables, ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes prévisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

### Note 2.4 : Postes du compte de résultat

#### 2.4.1. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur. Le chiffre d'affaires est retraité du montant acquis par les porteurs de la carte fidélité au Benelux, conformément à la norme comptable IFRS 15.

#### 2.4.2. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste recouvre d'une part les produits et charges non liés à l'activité récurrente (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses) et d'autre part les éléments, d'un montant significatif, qui ne correspondent pas à l'activité courante.

#### 2.4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

#### 2.4.4. Charges financières nettes

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions.

Il comprend également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;
- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;
- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts ;

- la charge d'intérêt sur la dette locative liée à la mise en œuvre de la norme IFRS 16.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en *prorata temporis* en tenant compte du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

#### 2.4.5. Détermination du résultat net par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre d'actions composant le capital au 30 juin, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net consolidé part du groupe dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

#### 2.4.6. Événements postérieurs à la clôture

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existantes à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

### Note 3. – Immobilisations

En milliers d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2025
<b>Valeurs brutes</b>		
Immobilisations incorporelles brutes	129 184	128 817
<i>Dont Goodwill</i>	118 962	118 962
Immobilisations corporelles brutes	228 081	231 896
Droits d'utilisation	191 151	191 332
<b>Amortissements et dépréciations</b>		
Amortissements immobilisations incorporelles	(83 050)	(83 029)
<i>Dont Goodwill</i>	(74 942)	(74 942)
Amortissements immobilisations corporelles	(119 889)	(125 416)
Amortissements droits d'utilisation	(99 049)	(107 677)
<b>Valeurs nettes</b>		
Immobilisations incorporelles	46 134	45 788
<i>Dont Goodwill</i>	44 020	44 020
immobilisations corporelles	108 193	106 479
Droits d'utilisation	92 102	83 655

### Note 4. – Stocks

En milliers d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2025
Valeur brute des stocks	87 574	90 385
Dépréciation des stocks	(4 522)	(3 569)
<b>Valeur nette des stocks</b>	<b>83 052</b>	<b>86 816</b>

Les stocks sont en quasi-totalité constitués de marchandises pour la Distribution et, de matières premières et produits finis pour l'activité Industrie. On notera une augmentation globale de la valeur du stock qui concerne à la fois le secteur de Distribution (liée notamment à l'inflation sur le premier semestre) et le secteur Industrie. La provision pour dépréciation du stock affiche un net retrait pour Mavic Group à la suite d'opérations importantes de déstockage/soldes d'anciennes collections.



## Note 5. – Clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2025
Clients et comptes rattachés - courant	6 369	5 803
Clients douteux	397	-
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>6 765</b>	<b>5 803</b>
Dépr. clients et comptes rattachés - courant	(759)	(758)
<b>Clients et comptes rattachés net</b>	<b>6 006</b>	<b>5 045</b>
Créances sur personnel & org. Sociaux - courant	1 880	1 921
Créances fiscales hors IS - courant	466	843
Comptes courants - courant	58	425
<b>Sous-total 1</b>	<b>2 405</b>	<b>3 189</b>
Autres créances - courant	14 544	7 970
Créances sur cessions d'actifs - courant	117	117
Ecart de conversion - actif	49	-
Charges constatées d'avance - courant	1 247	2 047
<b>Sous-total 2</b>	<b>15 957</b>	<b>10 134</b>
<b>Autres actifs courants</b>	<b>18 361</b>	<b>13 323</b>
<b>Total clients et autres actifs courants</b>	<b>24 368</b>	<b>18 368</b>

Les autres créances sont constituées principalement des ristournes à recevoir de notre franchiseur au Benelux.

## Note 6. – Évolution de la trésorerie et endettement

### 6.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	Au 30 juin 2025				
	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur par le résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti
VMP - Autres placements		152 145	152 145		
Intérêts courus non échus s/ VMP		592	592		
Dépréciations sur VMP - Autres placements	n.a.	(46)			
<b>Total actifs</b>		<b>152 691</b>	<b>152 737</b>	-	-

En milliers d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2025
Disponibilités	19 783	14 516
Intérêts courus non échus s/ dispo.	1	1
<b>Total actifs</b>	<b>19 784</b>	<b>14 517</b>

## 6.2. Emprunt

En milliers d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2025
Emprunts auprès établis. de crédit - non courant	56 252	55 855
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	34	34
Dette sur droits d'utilisation - non courant	80 679	80 397
Emprunts et dettes financières diverses	1 007	1 024
<b>Emprunts et dettes financières - non courant</b>	<b>137 971</b>	<b>137 309</b>
Concours bancaires	28	2 338
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	9 211	5 870
Dette sur droits d'utilisation - courant	16 854	8 844
<b>Emprunts et dettes financières - courant</b>	<b>26 093</b>	<b>17 052</b>
<b>Endettement financier brut</b>	<b>164 064</b>	<b>154 361</b>

## 6.3. Trésorerie Nette / Endettement net

En milliers d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2025
Trésorerie et équivalent de trésorerie	176 147	167 207
Emprunts	164 064	154 361
<b>Total actifs</b>	<b>12 083</b>	<b>12 846</b>

La trésorerie nette s'élève au 30 juin 2025 à 12,8 millions d'euros contre 12,1 millions au 31 décembre 2024. Hors engagement locatif retraité au cours du premier semestre 2025 (IFRS 16), la trésorerie nette s'élève à 102 millions d'euros. Au cours du premier semestre, le groupe a remboursé 12,3 millions d'euros de dettes financières.

## Note 7. – Instruments financiers dérivés

Selon les règles du Groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du Groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « Instruments de couverture » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

Au 30 juin 2025, le Groupe n'a pas mis en place de couvertures de taux.

## Note 8. – Provisions pour autres passifs

En milliers d'euros	Ouverture	Clôture
Autres provisions- non courant	9 663	8 546
Provisions pour pensions et retraites - non courant	1 448	1 409
<b>Provisions non courantes</b>	<b>11 111</b>	<b>9 955</b>
Autres provisions - courant	(36)	49
Provisions pour pensions et retraites - courant	36	46
<b>Provisions courantes</b>	<b>(0)</b>	<b>95</b>
<b>Total provisions</b>	<b>11 111</b>	<b>10 050</b>

Les autres provisions concernent des contrôles fiscaux et Urssaf ainsi que des garanties SAV.

## Note 9. – Fournisseurs et autres passifs courants

En milliers d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2025
Dettes fournisseurs - courant	37 346	32 163
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	7	7
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>37 353</b>	<b>32 170</b>
<b>Etat - impôts sur les bénéfices - courant</b>	<b>1 555</b>	<b>1 339</b>
Autres dettes - courant	331	(2 843)
Dettes fiscales (hors IS) - courant	3 031	2 293
Comptes courants groupe - courant	4 466	1 406
Ecart de conversion passif	92	-
Dettes sociales - courant	6 053	5 161
Produits constatés d'avance - courant	1 114	1 171
<b>Autres passif courants</b>	<b>15 086</b>	<b>7 188</b>

L'évolution du poste fournisseur est liée à la saisonnalité et à l'imputation d'acomptes RFA reçus de notre franchiseur sur le solde au 31/12/2024.

## Note 10. – Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2025
Autres produits et charges d'exploitation	(231)	(132)
<b>Total</b>	<b>(231)</b>	<b>(132)</b>

## Note 11. – Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	31 décembre 2024	30 juin 2025
Plus ou moins-values de cession d'actifs non courants corporels et incorporels	(113)	594
Variation nette des provisions pour risques et charges	(54)	1 044
Autres produits et charges non récurrents	(816)	(1 436)
<b>Total</b>	<b>(982)</b>	<b>202</b>

Les autres produits non récurrents concernent des reliquats de bonus annuel versés par notre franchiseur au Benelux au titre de l'exercice précédent, les frais liés au litige avec notre fournisseur, ainsi que les plus ou moins-values réalisées sur cession d'actifs.

## Note 12. – Charge d'impôt sur les sociétés

En milliers d'euros	30 juin 2025
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>10 878</b>
<b>Impôts sur le résultat</b>	<b>(4 029)</b>
Impôt sur les bénéfices	(4 052)
Produit ou charge d'impôt lié à l'intégration fiscale	-
Impôts différés	22
Carry-back	0
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>37,04%</b>

En milliers d'euros	30 juin 2025
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>10 878</b>
Taux d'imposition applicable à la société mère	25%
<b>Produit (charge) d'impôt théorique</b>	<b>(2 720)</b>
Ecart temporel taux d'imposition	22
Autres différences permanentes	(1 332)
<b>Impôt constaté au compte de résultat</b>	<b>(4 029)</b>

Au 30 juin 2025, la différence principale entre l'impôt théorique et l'impôt réel vient du différentiel de taux entre les pays où le groupe est présent ainsi que des déficits reportables non utilisés.

## Note 13. – Compte de résultat sectoriel

### 13.1 Compte de résultat sectoriel 2025

En milliers d'euros	Total	Investissement	Distribution	Industrie	Hôtellerie	Inter-Secteur
Chiffre d'affaires	151 539	3 186	126 061	19 016	3 897	(621)
Autres produits de l'activité	1 250	493	584	157	16	-
Achats consommés	(93 761)	-	(81 988)	(11 635)	(139)	-
Charges de personnel	(24 980)	(785)	(18 654)	(4 761)	(781)	1
Charges externes	(16 347)	(827)	(7 331)	(7 490)	(1 319)	620
Impôts et taxes	(1 653)	(317)	(1 153)	(124)	(60)	-
Dotations aux amortissements	(13 222)	(1 000)	(10 030)	(1 394)	(799)	-
Dotations aux provisions	1 615	672	(391)	1 335	-	-
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	1 659	-	-	1 659	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	(231)	(290)	275	(260)	44	-
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>5 866</b>	<b>1 131</b>	<b>7 373</b>	<b>(3 497)</b>	<b>858</b>	<b>(0)</b>
Autres produits et charges opérationnels	202	172	15	13	1	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>6 068</b>	<b>1 303</b>	<b>7 388</b>	<b>(3 484)</b>	<b>860</b>	<b>(0)</b>
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie	451	438	-	-	13	-
Coût de l'endettement financier brut	(728)	(967)	1 959	(689)	(1 031)	(0)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(277)</b>	<b>(529)</b>	<b>1 959</b>	<b>(689)</b>	<b>(1 018)</b>	<b>(0)</b>
Autres produits et charges financiers	5 016	5 007	31	(12)	(9)	-
<b>Résultat financier</b>	<b>4 739</b>	<b>4 478</b>	<b>1 990</b>	<b>(702)</b>	<b>(1 027)</b>	<b>(0)</b>
Charge d'impôt	(4 029)	(1 599)	(2 298)	(4)	(129)	-
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	71	71	-	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>6 849</b>	<b>4 254</b>	<b>7 080</b>	<b>(4 189)</b>	<b>(296)</b>	<b>(0)</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>6 849</b>	<b>4 254</b>	<b>7 080</b>	<b>(4 189)</b>	<b>(296)</b>	<b>(0)</b>

### 13.2 Compte de résultat sectoriel 2024

En milliers d'euros	Total	Investissement	Distribution	Industrie	Hôtellerie	Inter-Secteur
Chiffre d'affaires	152 318	1 934	123 790	23 462	3 382	(250)
Autres produits de l'activité	651	-	536	103	11	-
Achats consommés	(94 281)	-	(82 255)	(11 950)	(76)	-
Charges de personnel	(25 796)	(669)	(18 322)	(6 025)	(781)	-
Charges externes	(19 261)	(821)	(7 234)	(10 378)	(1 080)	252
Impôts et taxes	(1 470)	(232)	(1 077)	(93)	(67)	-
Dotations aux amortissements	(13 058)	(744)	(10 435)	(1 251)	(628)	-
Dotations aux provisions	(236)	213	(313)	(111)	-	-
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	(225)	-	-	(225)	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	132	(34)	(31)	167	30	-
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(1 226)</b>	<b>(354)</b>	<b>4 661</b>	<b>(6 301)</b>	<b>791</b>	<b>2</b>
Autres produits et charges opérationnels	(982)	224	(922)	(10)	(273)	(2)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(2 208)</b>	<b>(129)</b>	<b>3 739</b>	<b>(6 311)</b>	<b>519</b>	<b>-</b>
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie	673	673	-	-	-	-
Coût de l'endettement financier brut	(1 116)	(66)	(497)	(939)	(972)	1 358
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(443)</b>	<b>607</b>	<b>(497)</b>	<b>(939)</b>	<b>(972)</b>	<b>1 358</b>
Autres produits et charges financiers	6 551	6 586	1 372	(55)	6	(1 358)
<b>Résultat financier</b>	<b>6 108</b>	<b>7 193</b>	<b>875</b>	<b>(994)</b>	<b>(966)</b>	<b>-</b>
Charge d'impôt	(2 966)	(1 627)	(1 193)	(32)	(114)	-
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	69	69	-	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>1 002</b>	<b>5 505</b>	<b>3 421</b>	<b>(7 337)</b>	<b>(561)</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>1 007</b>	<b>5 493</b>	<b>3 421</b>	<b>(7 337)</b>	<b>(570)</b>	<b>-</b>

Données présentées proforma, cf Note 2.1

Bilan consolidé par activité 2025 :

En milliers d'euros	Total	Investissement	Distribution	Industrie	Hôtellerie	Inter-Secteur
<b>Actif</b>						
Ecart d'acquisition	44 020	66	18 445	-	25 509	-
Immobilisations incorporelles	(1 413)	541	16	(1 935)	(35)	-
Immobilisations corporelles	105 529	46 204	15 054	2 452	41 819	-
Droits d'utilisation	87 539	-	82 369	5 170	-	-
Participations entreprises associés	1 529	1 529	-	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	57 710	55 450	1 307	952	1	-
Actifs d'impôts différés	388	(492)	690	190	-	-
Autres actifs non courants	287	-	-	4	283	-
<b>Total actif non courant</b>	<b>295 590</b>	<b>103 298</b>	<b>117 882</b>	<b>6 833</b>	<b>67 577</b>	<b>-</b>
Stocks et en-cours	86 816	-	69 683	17 084	50	-
Clients et comptes rattachés	5 045	2 595	2 394	2 807	174	(2 925)
Autres actifs courants	13 328	58 436	122 153	3 911	640	(171 812)
Actifs d'impôts courants	2 542	-	394	2 142	6	-
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat	152 691	151 313	-	-	1 378	-
Trésorerie ou équivalents de trésorerie	14 517	2 836	9 334	1 624	723	-
Liaisons Titres	0	163 463	(145 231)	(5 000)	(13 233)	-
<b>Total actif courant</b>	<b>274 939</b>	<b>378 644</b>	<b>58 727</b>	<b>22 567</b>	<b>(10 262)</b>	<b>(174 736)</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>570 529</b>	<b>481 942</b>	<b>176 608</b>	<b>29 400</b>	<b>57 315</b>	<b>(174 736)</b>

En milliers d'euros	Total	Investissement	Distribution	Industrie	Hôtellerie	Inter-Secteur
<b>Passif</b>						
Capital émis	31 107	31 107	-	-	-	-
Réserves	321 492	292 582	56 501	(31 729)	4 138	-
Titres en auto-contrôle	(582)	(582)	-	-	-	-
Résultat de l'exercice part du groupe	6 850	4 254	7 080	(4 189)	(294)	-
<b>Capitaux propres, part du groupe</b>	<b>358 867</b>	<b>327 360</b>	<b>63 581</b>	<b>(35 918)</b>	<b>3 844</b>	<b>-</b>
Intérêts minoritaires	107	0	-	-	107	-
<b>Total capitaux propres</b>	<b>358 974</b>	<b>327 360</b>	<b>63 581</b>	<b>(35 918)</b>	<b>3 951</b>	<b>-</b>
Emprunts et dettes financières à long terme	56 879	18 565	-	325	37 988	-
Dettes locatives à long terme	80 397	-	75 894	4 502	-	-
Impôts différé passif	6 420	2 551	2 065	-	1 805	-
Provisions long terme	9 955	2 681	678	5 734	862	-
Autres passifs non courants	27	-	-	3	24	-
<b>Total passif non courant</b>	<b>153 677</b>	<b>23 797</b>	<b>78 637</b>	<b>10 565</b>	<b>40 679</b>	<b>-</b>
Provisions courantes	95	-	-	95	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	32 170	2 423	22 209	9 926	537	(2 925)
Emprunts à court terme	2 338	1	2 308	10	20	-
Partie courante des emprunts et dettes financières à court terme	5 903	10 898	-	1 784	(6 779)	-
Dettes locatives à court terme	8 844	-	8 056	788	-	-
Passif d'impôt courant	1 339	-	1 335	4	-	-
Autres passifs courants	7 188	117 463	482	42 147	18 908	(171 812)
<b>Total passif courant</b>	<b>57 878</b>	<b>130 785</b>	<b>34 391</b>	<b>54 753</b>	<b>12 685</b>	<b>(174 736)</b>
<b>Total du passif</b>	<b>570 529</b>	<b>481 942</b>	<b>176 608</b>	<b>29 400</b>	<b>57 315</b>	<b>(174 736)</b>

## Bilan consolidé par activité 2024 :

En milliers d'euros	Total	Investissement	Distribution	Industrie	Hôtellerie	Inter-Secteur
<b>Actif</b>						
Ecart d'acquisition	44 020	66	18 445	-	25 509	44 020
Immobilisations incorporelles	2 114	711	592	797	14	2 114
Immobilisations corporelles	108 193	42 280	20 818	2 435	42 661	-
Droits d'utilisation	92 102	-	89 286	2 817	-	-
Participations entreprises associés	1 598	1 598	-	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	52 583	150 184	(80 393)	(4 026)	(13 182)	-
Actifs d'impôts différés	373	-	183	190	-	-
Autres actifs non courants	-	-	-	-	-	-
<b>Total actif non courant</b>	<b>300 983</b>	<b>194 839</b>	<b>48 930</b>	<b>2 213</b>	<b>55 001</b>	<b>46 134</b>
Stocks et en-cours	83 053	-	66 915	16 092	46	-
Clients et comptes rattachés	6 006	2 576	848	3 481	138	(1 036)
Autres actifs courants	18 361	58 535	74 982	4 392	602	(102 149)
Actifs d'impôts courants	3 072	12	918	2 142	-	-
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat	156 364	155 711	-	-	653	-
Trésorerie ou équivalents de trésorerie	19 784	585	7 364	3 223	8 611	-
Liaisons Titres	-	99 916	(81 684)	(5 000)	(13 233)	-
<b>Total actif courant</b>	<b>286 640</b>	<b>317 335</b>	<b>69 344</b>	<b>24 329</b>	<b>(3 183)</b>	<b>(103 186)</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>587 623</b>	<b>512 174</b>	<b>118 273</b>	<b>26 542</b>	<b>51 818</b>	<b>(57 051)</b>

En milliers d'euros	Total	Investissement	Distribution	Industrie	Hôtellerie	Inter-Secteur
<b>Passif</b>						
Capital émis	31 107	31 107	-	-	-	-
Réserves	324 536	263 470	69 072	(12 768)	4 236	(55)
Titres en auto-contrôle	(582)	(582)	-	-	-	-
Résultat de l'exercice part du groupe	(3 107)	9 999	6 015	(19 059)	(62)	-
<b>Capitaux propres, part du groupe</b>	<b>351 954</b>	<b>303 994</b>	<b>75 087</b>	<b>(31 827)</b>	<b>4 174</b>	<b>(55)</b>
Intérêts minoritaires	73	-	-	-	73	-
<b>Total capitaux propres</b>	<b>352 027</b>	<b>303 994</b>	<b>75 087</b>	<b>(31 827)</b>	<b>4 247</b>	<b>(55)</b>
Emprunts et dettes financières à long terme	57 293	27 006	-	541	29 746	-
Dettes locatives à long terme	80 679	-	75 894	4 784	-	-
Impôts différés passifs	6 427	3 020	1 600	-	1 825	(19)
Provisions long terme	11 111	2 662	678	6 894	837	-
Autres passifs non courants	-	-	-	-	-	-
<b>Total passif non courant</b>	<b>155 509</b>	<b>32 688</b>	<b>78 173</b>	<b>12 219</b>	<b>32 408</b>	<b>(19)</b>
Provisions courantes	-	-	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	37 352	694	24 187	13 156	351	(1 036)
Emprunts à court terme	32	1	-	12	19	-
Partie courante des emprunts et dettes financières à court terme	9 197	5 320	-	1 716	2 161	-
Dettes locatives à court terme	16 864	-	16 111	753	-	-
Passif d'impôt courant	1 555	-	1 337	-	218	-
Autres passifs courants	15 086	68 979	5 062	35 512	25 608	(120 075)
<b>Total passif courant</b>	<b>80 086</b>	<b>74 994</b>	<b>46 697</b>	<b>51 150</b>	<b>28 356</b>	<b>(121 111)</b>
<b>Total du passif</b>	<b>587 622</b>	<b>411 676</b>	<b>199 957</b>	<b>31 542</b>	<b>65 011</b>	<b>(121 186)</b>



## Note 14. – Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées au 30 juin 2025

En France	Siège	SIRET	Contrôle	Méthode	Entrée
Bourrelrier Group	Nogent-sur-Marne	957 504 608	Sté Mère	I.G.	janv.-97
BG Industries	Nogent-sur-Marne	480 441 534	100%	I.G.	déc.-04
BG investissements & Participations	Nogent-sur-Marne	487 603 714	100%	I.G.	nov.-05
SCI Immobilière Bricaille	Nogent-sur-Marne	394 237 408	100%	I.G.	janv.-09
SCI Tamme	Nogent-sur-Marne	490 286 135	99%	I.G.	oct.-09
SCI Beauséjour	Nogent-sur-Marne	341 054 450	100%	I.G.	janv.-15
SCI Girondaise	Nogent-sur-Marne	353 301 724	100%	I.G.	janv.-15
SCI du Rond-Point 12	Villeneuve d'Aveyron	428 737 803	50%	M.E.E	janv.-15
SCI du Sud	Nogent-sur-Marne	824 520 365	100%	I.G.	déc.-16
Mavic Group SAS	Chavanod	887 669 166	100%	I.G.	août-20
MX-Tend	Chavanod	914 785 571	100%	I.G.	juin-22
BG Hôtellerie (ex-PPH)	Nogent-sur-Marne	850 016 007	99%	I.G.	janv.-20
PPH Ferney	Nogent-sur-Marne	882 556 046	99%	I.G.	mars-20
Lord Byron	Paris VIIIème	508 107 091	99%	I.G.	mai-21
Mayflower (ex-HPM)	Paris VIIIème	799 913 058	99%	I.G.	oct.-22
BGH Delta	Nogent-sur-Marne	943 265 629	99%	I.G.	juin-25
Cardinal Newco	Nogent-sur-Marne	977 829 860	99%	I.G.	juin-25

A l'étranger	Siège	Pays	Contrôle	Méthode	Entrée
BG Retail BV	Breda	Pays-Bas	100%	I.G.	juin-97
BG Retail NV	Anvers	Belgique	100%	I.G.	juin-97
Bouwmar NV	Gent	Belgique	100%	I.G.	nov.-01
Robo NV	Gent	Belgique	100%	I.G.	nov.-01
Gruto BVBA	Gent	Belgique	100%	I.G.	nov.-01
CB Bouwmarkten NV	Gent	Belgique	100%	I.G.	nov.-01
Boco NV	Gent	Belgique	100%	I.G.	nov.-01
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Belgique	100%	I.G.	nov.-01
Mag BVBA	Gent	Belgique	100%	I.G.	nov.-01
DIY Retail Service BVBA	Gent	Belgique	100%	I.G.	nov.-01
Maz BVBA	Gent	Belgique	100%	I.G.	nov.-01
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Gent	Pays-Bas	100%	I.G.	nov.-01
Rubus Bouwmarkt BV	Hillegom	Pays-Bas	100%	I.G.	janv.-04
Megara BV	Leerdam	Pays-Bas	100%	I.G.	janv.-04
Mekowa BVBA	Gent	Belgique	100%	I.G.	janv.-06
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Pays-Bas	100%	I.G.	janv.-07
Bouwmarkt Beverwijk BV	Beverwijk	Pays-Bas	100%	I.G.	janv.-07
Interbrico SA	Bastogne	Belgique	100%	I.G.	janv.-07
Batkor Finance BV	Breda	Pays-Bas	100%	I.G.	janv.-07
Bouwmarkt Elburg BV	Elburg	Pays-Bas	100%	I.G.	janv.-08
Hasco Bouwmarkt BV	Best	Pays-Bas	100%	I.G.	janv.-09
BG Retail Bouwmarkten II BV	Breda	Pays-Bas	100%	I.G.	janv.-10
BG Retail Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Pays-Bas	100%	I.G.	janv.-10
Legerstock Vermeersch - Andries NV	Anvers	Belgique	100%	I.G.	avr.-10
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Pays-Bas	100%	I.G.	juil.-11
Bouwmarkt Deventer BV	Deventer	Pays-Bas	100%	I.G.	juil.-11
Bouwmarkt Eibergen BV	Eibergen	Pays-Bas	100%	I.G.	juil.-11
Bouwmarkt Zutphen BV	Zutphen	Pays-Bas	100%	I.G.	juil.-11
Bouwmarkt Raalte BV	Raalte	Pays-Bas	100%	I.G.	juil.-11
BG Real Estate BV	Anvers	Belgique	100%	I.G.	juin-25
LVA Real Estate BV	Anvers	Belgique	100%	I.G.	juin-25
MAZ Real Estate BV	Anvers	Belgique	100%	I.G.	juin-25
Mavic Cycling Ltd	Camberley	Royaume-Uni	100%	I.G.	oct.-20
Mavic Group Germany	Munich	Allemagne	100%	I.G.	nov.-20
Mavic Group Italy Srl	Milan	Italie	100%	I.G.	nov.-20
Mavic Japan Inc.	Tokyo	Japon	100%	I.G.	août-20
Mavic Group Iberia SL	Barcelone	Espagne	100%	I.G.	déc.-20
Mavic Group Inc.	Waterbury	Etats-Unis	100%	I.G.	mars-23

## Note 15. – Événements postérieurs à la clôture.

Néant.

## Note 16. – Actifs et passifs éventuels.

Néant

## Note 17. - Principales transactions avec parties liées

En milliers d'euros		Solde au 30/06/2025		Mouvements au 30/06/2025		Nature de la transaction
Sociétés concernées	Sociétés liées	Actif	Passif	Charges	Produits	
BG Retail NV	Belgium Properties Retailers	78	96	994	28	Loyers / Taxes/ Prestations de service
BG Retail BV	Wickes Land Development	12	42	232	4	Loyers / Taxes/ Prestations de service
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Belgium Properties Retailers	16	52	298	-	Loyers / Taxes
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Wickes Land Development	-	11	66	-	Loyers / Taxes
Bouwmar NV	Belgium Properties Retailers	1	11	167	2	Loyers / Taxes
CB Bouwmarkten NV	Belgium Properties Retailers	-	5	115	-	Loyers / Taxes
Gruto BVBA	Belgium Properties Retailers	-	2	36	-	Loyers / Taxes
Maz BVBA	Belgium Properties Retailers	-	10	97	-	Loyers / Taxes
Boco NV	Belgium Properties Retailers	18	42	161	-	Loyers / Taxes
Mekowa BVBA	Belgium Properties Retailers	-	20	171	-	Loyers / Taxes
Interbrico SA	Belgium Properties Retailers	-	16	155	-	Loyers / Taxes
BG Retail BV	Immo Vastgoed Holland BV	44	-	1 253	44	Loyers / Prestation de service
BG Retail BV	OFS Traders BV	10	-	-	10	Prestation de service
BG Retail BV	Goldi Holding BV	5	-	-	5	Prestation de service
BG Retail BV	Goldi Beheer	2	-	-	2	Prestation de service
BG Retail BV	Goldi Vastgoed	3	-	-	3	Prestation de service
BG Retail BV	Kodden Raalte	3	-	-	3	Prestation de service
BG Retail BV	IVH Energy BV	5	-	-	5	Prestation de service
BG Retail BV	Medina Concept Beheer	1	-	-	1	Prestation de service
Megara BV	Immo Vastgoed Holland BV	-	-	480	-	Loyers
Rubus Bouwmarkt BV	Immo Vastgoed Holland BV	-	-	884	-	Loyers
Bouwmarkt Haarlem BV	Immo Vastgoed Holland BV	-	-	194	-	Loyers
Bouwmarkt Haarlem BV	OFS Traders BV	-	-	682	-	Loyers
Bouwmarkt Beverwijk BV	Immo Vastgoed Holland BV	-	-	108	-	Loyers
Bouwmarkt Elburg BV	Immo Vastgoed Holland BV	-	-	160	-	Loyers
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Goldi Vastgoed Apeldoorn BV	-	-	222	-	Loyers
Bouwmarkt Deventer BV	Goldi Beheer & Exploit. Mij BV	-	-	134	-	Loyers
Bouwmarkt Eibergen BV	Goldi Holding BV	34	-	138	-	Loyers
Bouwmarkt Zutphen BV	Goldi Holding BV	84	-	191	-	Loyers
Bouwmarkt Raalte BV	Kodden Raalte Beheer BV	-	-	196	-	Loyers
Bourrelier Group	La Maison du Treizième	67	-	-	56	Loyers / Taxes / Prestations de service
Bourrelier Group	Promo Brico	-	-	-	-	Prestations de services
Bourrelier Group	Autres sociétés	-	-	-	-	Prestations de services

Les principales transactions avec les parties liées concernent des facturations de loyers, refacturations de taxes et prestations de services.